

Burundi/élections : L'opposition accuse la Commission électorale de "partialité"

@rib News, 16/05/2020 Source Agence Anadolu - A une journée de la fin de la campagne électorale pour le scrutin du 20 mai. Le principal parti d'opposition burundais, le Congrès National pour la Liberté (CNL), a accusé samedi la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de partialité dans la conduite du processus électoral. [Photo : le principal opposant Agathon Rwaso, président du CNL.]

"Le parti CNL observe encore une fois une partialité avérée de la part de la CENI, de certains administratifs, membres des corps de la police et de la justice dans la gestion du processus électoral", a déclaré le parti dans un communiqué publié samedi et consulté par Anadolu. Ces déclarations sont faites un jour de la fin de la campagne électorale pour le triple scrutin du 20 mai. Le CNL estime dans le communiqué que la CENI affiche "une complicité et une inertie dans la résolution des irrégularités relatives au retrait et à la distribution des cartes d'électeurs ainsi que dans la nomination des membres des bureaux de vote". "A ce jour, le fichier électoral reste inaccessible", relève le communiqué, soulignant que la nomination des membres des bureaux de vote n'a pas respecté l'article 40 du code électoral qui "exige l'équité politique, ethnique et de genre". Le CNL note en outre que la majorité des membres des bureaux de vote relève du parti au pouvoir et de ses alliés. Fait qui "présume que toute une machine de fraude électorale serait en cours sous l'égide du complice de la CENI", déplore le parti de l'opposition. Le Parti fait également état d'intimidations et d'actes de provocations visant ses membres, entraînant souvent des affrontements en marge des rassemblements. Le parti appelle, par ailleurs, toutes les parties prenantes au processus électoral de faire preuve de volonté afin de trouver des solutions utiles aux problèmes inhérents à la gestion de ce processus. Répondant à ces critiques, Pierre-Claver Kazihise, président de la CENI assure que "la commission n'acceptera jamais que des cartes d'électeurs volées soient utilisées durant le triple scrutin du 20 mai". Joint samedi par Anadolu, il a affirmé que les listes électorales sont disponibles. Néanmoins, "elles ne seront pas affichées faute d'espace suffisant", a-t-il précisé. S'agissant de la composition des membres des bureaux de vote, Kazihise a affirmé que l'article 40 du code électoral a été respecté, notant que dans un pays qui compte plus de 30 partis politiques, il est impossible de satisfaire tout le monde. "Bien qu'ils proviennent des partis, les membres des bureaux de vote sont au service de la CENI. Une punition sévère sera administrée à quiconque entre eux violera la loi". Lancée le 27 avril, la campagne électorale pour le triple scrutin (présidentielle, législative et communale) du 20 mai prend fin ce dimanche 17 mai.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});